

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

12 janvier 2023

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**  
**concernant la reconnaissance de l'Holodomor**  
**en tant que génocide**  
  
(déposée par Mme Els Van Hoof)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 januari 2023

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**  
**betreffende de erkenning van de Holodomor**  
**als genocide**  
  
(ingediend door mevrouw Els Van Hoof)

08643

<b>N-VA</b>	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<b>Ecolo-Groen</b>	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
<b>PS</b>	: <i>Parti Socialiste</i>
<b>VB</b>	: <i>Vlaams Belang</i>
<b>MR</b>	: <i>Mouvement Réformateur</i>
<b>cd&amp;v</b>	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
<b>PVDA-PTB</b>	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
<b>Open Vld</b>	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
<b>Vooruit</b>	: <i>Vooruit</i>
<b>Les Engagés</b>	: <i>Les Engagés</i>
<b>DéFI</b>	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
<b>INDEP-ONAFH</b>	: <i>Indépendant – Onafhankelijk</i>

**Abréviations dans la numérotation des publications:**

<b>DOC 55 0000/000</b>	<i>Document de la 55<sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>
<b>QRVA</b>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<b>CRIV</b>	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>
<b>CRABV</b>	<i>Compte Rendu Analytique</i>
<b>CRIV</b>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>
<b>PLEN</b>	<i>Séance plénière</i>
<b>COM</b>	<i>Réunion de commission</i>
<b>MOT</b>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

**Afkorting bij de nummering van de publicaties:**

<b>DOC 55 0000/000</b>	<i>Parlementair document van de 55<sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<b>QRVA</b>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<b>CRIV</b>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
<b>CRABV</b>	<i>Beknopt Verslag</i>
<b>CRIV</b>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
<b>PLEN</b>	<i>Plenum</i>
<b>COM</b>	<i>Commissievergadering</i>
<b>MOT</b>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Il y a nonante ans, au cours de l'hiver 1932-1933, l'Holodomor ou "extermination par la faim" atteignait sa phase la plus effroyable. Des millions d'Ukrainiens ont été victimes de cette politique brutale de collectivisation menée par l'Union soviétique. Cette famine massive n'était pas la conséquence de mauvaises récoltes, mais de la gouvernance politique de l'Union soviétique par Joseph Staline. Il s'agissait d'une tentative délibérée de réduire au silence la population rebelle dans ces régions et de la soumettre aux autorités centrales. On estime que l'Holodomor a causé la mort de 3,5 à 7 millions de personnes, ce qui en fait l'une des plus grandes tragédies du vingtième siècle.

La famine était la conséquence directe de la politique de collectivisation forcée de l'agriculture par le biais de laquelle les autorités imposaient le modèle administratif et économique soviétique dans les campagnes et les villages. Staline voulait coûte que coûte consolider son pouvoir et industrialiser l'Union soviétique, au mépris des vies humaines. À partir de 1928, des millions de paysans ont été privés de leurs récoltes afin d'approvisionner des villes et des usines. Les céréales étaient également exportées dans le but d'obtenir des devises étrangères et des machines de fabrication occidentale.

La dureté et la cruauté des réquisitions forcées augmentaient d'année en année. Dès l'hiver 1931-1932, des centaines de milliers de personnes sont mortes de malnutrition dans les campagnes et les villages. Les réquisitions se sont pourtant poursuivies avec la même violence. La privation de nourriture a même été utilisée à titre de sanction et, en cas de non-respect des quantités fixées, il n'était pas rare que les autorités exigent et saisissent davantage de céréales et autres denrées. Les régions concernées ont été coupées du monde afin d'empêcher que les paysans affamés fuent vers les villes et que de la nourriture y soit acheminée. Rien qu'au cours de l'hiver 1932-1933, la famine a ainsi coûté la vie à 3 à 3,5 millions de personnes en Ukraine. Des centaines de milliers de personnes sont également mortes de faim dans la région du Kouban, située à l'est de l'Ukraine et au nord du Caucase et principalement peuplée d'Ukrainiens.

Par ailleurs, la famine massive visait également à réprimer politiquement la conscience nationale ukrainienne. Après la chute de l'empire des tsars russe, l'Ukraine a connu une courte période d'indépendance à partir de 1917-1918. Les bolchéviks ont soumis l'Ukraine

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Negentig jaar geleden, in de winter van 1932/1933, bereikte de Holodomor of "uitroeiing door hongersnood" zijn verschrikkelijkste fase. Miljoenen Oekraïners werden slachtoffer van deze brutale collectivisatiepolitiek van de Sovjet-Unie. De massale hongersnood was niet het gevolg van mislukte oogsten, maar was de verantwoordelijkheid van de politieke leiding van de Sovjet-Unie onder Jozef Stalin. Het was een doelbewuste poging om de opstandige bevolking in deze regio's de mond te snoeren en hun te laten gehoorzamen aan de centrale autoriteiten. De Holodomor heeft naar schatting tussen de 3,5 miljoen en de 7 miljoen dodelijke slachtoffers gemaakt en is daarmee een van de grootste tragedies van de twintigste eeuw.

De honger was enerzijds het directe gevolg van het beleid van gedwongen collectivisering van de boeren, dit wil zeggen het van bovenaf opleggen van het sovjetmodel van bestuur en economie aan het platteland en de dorpen. Stalin wilde koste wat kost zijn macht consolideren en de Sovjet-Unie industrialiseren. Mensenlevens speelden hierbij geen rol. Vanaf 1928 werden van miljoenen boeren de oogst afgenoem om er steden en fabrieken mee te voorraden. Het graan werd ook geëxporteerd om buitenlandse valuta en machines van de westerse productie te verkrijgen.

De strengheid en wreedheid van de gedwongen opeisingen namen elk jaar toe. Al in de winter van 1931/1932 stierven honderdduizenden mensen van ondervoeding op het platteland en in de dorpen. Toch gingen de gewelddadige gedwongen vorderingen door. De verhongering werd zelfs als straf toegepast en bij de niet-naleving van de vastgestelde leveringshoeveelheden werden vele malen meer graan en andere levensmiddelen geëist en in beslag genomen. De getroffen gebieden werden afgesloten om te voorkomen dat de hongerige boeren naar de steden zouden vluchten en dat er voedsel naar de regio's zou worden vervoerd. Alleen al in de winter van 1932/1933 stierven daardoor 3 tot 3,5 miljoen mensen van de honger in Oekraïne. Honderdduizenden stierven ook van de honger in het voornamelijk door Oekraïne bevolkte Koeban-gebied ten oosten van Oekraïne en ten noorden van de Kaukasus.

Anderzijds was de massale hongerdood ook gericht op de politieke onderdrukking van het Oekraïense nationale bewustzijn. Na het einde van het Russische tsarenrijk kende Oekraïne vanaf 1917/1918 een korte fase van onafhankelijkheid. De bolsjewieken onderwierpen

militairement et l'ont annexée à l'Union soviétique. Dans le même temps, au début de l'ère soviétique, ils ont promu les langues et la culture locales et, dans une moindre mesure, les éléments et les symboles d'autonomie au sein de l'Union soviétique, durant une brève période, notamment pour assurer la loyauté de l'Ukraine envers Moscou.

Après s'être totalement emparé du pouvoir, Staline a mis fin à cette politique. La langue et la culture russes ont de nouveau régné en maître sur le sommet de la hiérarchie officieuse de l'Union soviétique. Dès le début, les membres de l'élite ukrainienne au sein de l'église, de la culture, de la science et de la politique ont été massivement persécutés, emprisonnés et assassinés par la police secrète soviétique, dans le but de les exterminer en tant que porteurs de l'identité culturelle. Les communistes qui se revendiquaient de la nation ukrainienne ont également été persécutés. La politique de collectivisation forcée a été suivie par la persécution et la répression brutale des paysans ukrainiens qui avaient, prétendument ou effectivement, résisté aux réquisitions forcées. Les Ukrainiens étaient considérés comme rebelles et inférieurs. Simultanément, l'Ukraine était de la plus haute importance pour les dirigeants soviétiques, en tant que territoire et en raison de son importance économique. L'Ukraine produisait, conjointement avec la région du Kouban, plus de la moitié de l'ensemble des céréales de l'Union soviétique et devait être maintenue à tout prix sous le contrôle strict du centre du pouvoir soviétique à Moscou.

Il apparaît donc clairement que les autorités centrales utilisaient la famine comme un instrument de contrôle et d'asservissement des paysans. La faim et l'oppression ont touché l'ensemble de l'Ukraine, et pas seulement les régions qui produisaient des céréales. Dans la perspective actuelle, il convient de classifier, du point de vue historique et politique, ces événements comme un génocide. En chiffres absolus, les Ukrainiens ont été les plus durement touchés par la famine provoquée par la politique des dirigeants soviétiques. Il n'en demeure pas moins que des millions de personnes sont également mortes dans d'autres régions de l'Union soviétique au cours de cette période en raison de la famine artificielle. Selon les estimations, cette politique a coûté la vie à jusqu'à deux millions de personnes au Kazakhstan. Des centaines de milliers d'autres personnes sont mortes de faim à la suite de la collectivisation forcée.

À ce jour, l'Holodomor a été reconnu comme un génocide par les parlements d'une vingtaine de pays, parmi lesquels l'Australie, le Brésil, le Canada, la Colombie, l'Allemagne, l'Équateur, l'Estonie, la Géorgie, la Hongrie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, le Mexique, la Moldavie, le Paraguay, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie,

Oekraïne militaire et namen het mee op in de Sovjet-Unie. Tegelijkertijd bevorderden zij in de beginjaren van de Sovjet-Unie de lokale talen en cultuur en, in mindere mate, de elementen en symbolen van autonomie binnen de Sovjet-Unie gedurende een korte periode, mede om de loyaliteit van Oekraïne aan Moskou veilig te stellen.

Stalin beëindigde dit beleid na zijn volledige machtovername. De Russische taal en cultuur stonden opnieuw onbetwist aan de top van de officieuze hiërarchie binnen de Sovjet-Unie. Aanvankelijk werden leden van de Oekraïense elite uit de kerk, cultuur, wetenschap en politiek massaal vervolgd, gevangengezet en vermoord door de geheime politie van de Sovjet-Unie, met als doel hen als dragers van de culturele identiteit te vernietigen. De Oekraïense nationale communisten werden ook vervolgd. Het beleid van gedwongen collectivisering werd gevolgd door de vervolging en brute onderdrukking van Oekraïense boeren die zich zogenaamd of daadwerkelijk tegen de gedwongen opeisingen verzette. De Oekraïners werden beschouwd als opstandig en minderwaardig. Tegelijkertijd was Oekraïne voor de Sovjetleiders van het grootste belang, als grondgebied en vanwege zijn economisch belang. Samen met de Koeban-regio produceerde Oekraïne meer dan de helft van het totale graan van de Sovjet-Unie en moest het ten koste van alles onder strikte controle van het Sovjetmachtscentrum in Moskou worden gehouden.

Het is dus duidelijk dat de hongersnood als middel werd ingezet door de centrale autoriteiten om de boeren te controleren en te onderdrukken. De honger en de onderdrukking troffen heel Oekraïne, niet alleen de gebieden die graan produceerden. Vanuit het perspectief van vandaag suggereert dit een historisch-politieke classificatie als genocide. In absolute aantallen waren de Oekraïners het zwaarst getroffen door de hongersnood die het Sovjet-leiderschap met zijn politiek had veroorzaakt. Dit neemt niet weg dat in deze periode ook in andere gebieden van de Sovjet-Unie miljoenen mensen stierven als gevolg van de kunstmatige hongersnood. In Kazachstan zijn er naar schatting tot twee miljoen slachtoffers gevallen. Honderdduizenden anderen stierven de hongerdood als gevolg van gedwongen collectivisatie.

Tot nog toe hebben de parlementen van een twintigtal landen de Holodomor als genocide erkend, waaronder Australië, Brazilië, Canada, Colombia, Duitsland, Ecuador, Estland, Georgië, Hongarije, Ierland, Letland, Litouwen, Mexico, Moldavië, Paraguay, Peru, Polen, Portugal, Roemenië, Tsjechië en de Verenigde Staten.

la République tchèque et les États-Unis. Le Parlement européen les a rejoints le 15 décembre 2022 en adoptant une résolution par laquelle il reconnaît que le massacre par la famine constitue un génocide.

L'Holodomor a été systématiquement nié et déclaré tabou en Union soviétique, et sa simple mention était punissable. La répression de l'information concernant la famine a commencé alors que celle-ci était encore au cours. Les registres des décès ont été détruits, les fonctionnaires qui formulaient des critiques ont été écartés, des régions ont été isolées et il a été interdit aux journalistes de voyager dans les zones touchées. Même au début des années quatre-vingts, les représentants de l'Union soviétique ont nié l'Holodomor devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a fallu attendre plusieurs dizaines d'années avant que le régime soviétique dirigé par Mikhaïl Gorbatchev reconnaisse, dans la cadre de la politique de glasnost, que l'Ukraine avait connu une "famine". Les archives ont ensuite été ouvertes et les informations ont pu être diffusées librement.

Alors que des scientifiques effectuent depuis longtemps déjà des recherches en Ukraine sur l'Holodomor et promeuvent ainsi la recherche concernant la réévaluation de ce crime, le régime autoritaire russe de Vladimir Poutine met l'accent sur une politique historique idéologisée qui empêche toute nouvelle lecture des crimes staliens, dont l'Holodomor. La fermeture ordonnée fin 2021 par la justice de l'organisation de défense des droits de l'homme et des droits civils *Memorial International*, qui s'emploie notamment à réévaluer les crimes soviétiques, témoigne de l'idéologisation révisionniste de la politique historique russe.

La présente proposition de résolution appelle dès lors non seulement la Russie, mais également d'autres pays qui sont apparus après la chute de l'Union soviétique, à ouvrir leurs archives et à aider les chercheurs et les scientifiques à documenter, à faire des recherches et à informer au sujet de la répression politique et des crimes totalitaires perpétrés en Union soviétique, de manière à obtenir un compte rendu global, historique et juridique des crimes du régime soviétique.

Tout comme le régime soviétique s'est rendu coupable, au début des années 1930, d'une famine provoquée artificiellement, nous observons que le régime russe n'hésite pas actuellement à piller et à détruire les réserves de céréales de l'Ukraine et à entraver les exportations ukrainiennes de céréales vers les pays qui en ont le plus besoin, ou à détruire les infrastructures énergétiques civiles en plein hiver. La renaissance du culte soviétique et la glorification du régime totalitaire soviétique par le régime russe actuel ont pour effet que la Russie se rend aujourd'hui encore responsable de

Op 15 december 2022 sloot ook het Europees Parlement zich hierbij aan: het Parlement aanvaardde een resolutie waarin ze de massamoord door uithongering erkent als genocide.

De Holodomor werd in de Sovjet-Unie systematisch ontkend en taboe verklaard, en het vermelden ervan werd strafbaar gesteld. De onderdrukking van informatie over de hongersnood begon terwijl deze nog gaande was. Dodenboeken werden vernietigd, kritische ambtenaren verwijderd, regio's afgesloten en journalisten werden verboden naar de getroffen gebieden te reizen. Zelfs in het begin van de jaren tachtig ontkenden vertegenwoordigers van de Sovjet-Unie de Holodomor voor de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties. Het duurde tientallen jaren voordat de Sovjetleiding onder partijleider Michail Gorbatsjov in het kader van het glasnostbeleid toegaf dat er in Oekraïne een "hongersnood" was geweest, waarna de archieven werden geopend en de berichten zich openlijk konden verspreiden.

Terwijl wetenschappers in Oekraïne al geruime tijd onderzoek doen naar de Holodomor en zo het onderzoek naar en de herwaardering van deze misdaad bevorderen, dringt het autoritaire leiderschap in Rusland onder Vladimir Poetin aan op een geïdeologiseerd geschiedenisbeleid dat een herwaardering van stalinistische misdaden, waaronder de Holodomor, verhindert. De door de rechtbank bevolen sluiting van de mensenrechten- en burgerrechtenorganisatie Memorial International einde 2021, die zich onder meer bezighoudt met de herwaardering van Sovjetmisdaden, onderstreept de revisionistische ideologisering van het Russische historische beleid.

Dit voorstel van resolutie roept daarom Rusland, maar ook aan andere landen die zijn ontstaan na het uiteenvallen van de Sovjet-Unie, op om hun archieven te openen en om onderzoekers en wetenschappers te helpen bij het documenteren, onderzoeken en geven van voorlichting over de politieke onderdrukking en de totalitaire misdrijven in de Sovjet-Unie om zo een alomvattende, historische en juridische beoordeling van de misdaden van het Sovjetregime te verkrijgen.

Net zoals het Sovjetregime zich in het begin van de jaren 1930 schuldig maakte aan het opleggen van een kunstmatig veroorzaakte hongersnood, zien we dat het Russische regime vandaag er niet voor terugdeinst om de graanvoorraad van Oekraïne te plunderen en te vernietigen, de Oekraïense graanexport naar de meest behoeftige landen ter wereld te bemoeilijken, of om de Oekraïense civiele energie-infrastructuur te vernietigen in het midden van de winter. De herleving van de sovjetcultus en het verheerlijken van het totalitaire Sovjetregime door het huidige Russische regime heeft ertoe geleid dat

crimes atroces contre le peuple ukrainien et provoque une nouvelle crise alimentaire majeure, cette fois au niveau mondial.

Enfin, la Chambre des représentants souhaite également commémorer les victimes de l'Holodomor. Pour l'Ukraine, l'Holodomor est un chapitre extrêmement traumatisant, cruel et pénible de son histoire. L'Holodomor constitue la conscience nationale de ce grand pays européen qui s'est affranchi du passé soviétique. L'Ukraine cherche à se rapprocher de l'Europe depuis plusieurs années déjà et s'est vu accorder, en juin 2022, le statut de candidat à l'adhésion à l'UE. En d'autres termes, l'Holodomor fait partie de l'histoire commune des Européens. Dans ce contexte, nous estimons qu'il en va de notre responsabilité de renforcer la prise de conscience au sujet de ce crime épouvantable.

Rusland vandaag de dag opnieuw gruwelijke misdaden begaat tegen de Oekraïense bevolking en opnieuw een grote, ditmaal wereldwijde, voedselcrisis veroorzaakt.

De Kamer van volksvertegenwoordigers wil ten slotte ook de slachtoffers van de Holodomor herdenken. Voor Oekraïne is de Holodomor een diep traumatisch, wreed en pijnlijk hoofdstuk in zijn geschiedenis. De Holodomor vormt het nationale bewustzijn van dit grote, Europese land dat zich heeft losgemaakt van het Sovjetverleden. Oekraïne zoekt al een aantal jaren toenadering tot Europa en kreeg in juni 2022 de status van kandidaat-lidstaat van de EU. De Holodomor maakt met andere woorden deel uit van onze gemeenschappelijke geschiedenis als Europeanen. Tegen deze achtergrond zien wij het als onze verantwoordelijkheid om meer bewustzijn te creëren over deze afschuwelijke misdaad.

Els Van Hoof (cd&v)

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu la résolution du Parlement européen du 23 octobre 2008 sur la commémoration de l’Holodomor, la famine artificiellement provoquée en Ukraine (1932-1933);

B. vu la résolution du Parlement européen du 15 décembre 2022 intitulée “90 ans après l’Holodomor: reconnaître que le massacre par la famine constitue un génocide” (2022/3001(RSP));

C. vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales;

D. vu la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Déclaration universelle des droits de l’Homme et les autres traités et instruments relatifs aux droits de l’homme des Nations Unies;

E. vu la déclaration conjointe publiée au cours de la 58<sup>e</sup> session plénière de l’Assemblée générale des Nations Unies sur le 70<sup>e</sup> anniversaire de l’Holodomor en Ukraine;

F. vu le Statut de Rome de la Cour pénale internationale;

G. vu la résolution de 2003 de la Verkhovna Rada ukrainienne faisant de la famine organisée un acte génocidaire, la loi ukrainienne du 28 novembre 2006 sur l’Holodomor et l’appel lancé par la Verkhovna Rada le 16 novembre 2022 aux parlements du monde entier pour les inviter à reconnaître que l’Holodomor était un génocide à l’encontre du peuple ukrainien;

H. considérant qu’en vertu de la convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide, sont considérés comme des crimes les actes ci-après, commis dans l’intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux: le meurtre de membres du groupe; l’atteinte grave à l’intégrité physique ou mentale de membres du groupe, la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d’existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, les mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe et le transfert forcé d’enfants du groupe à un autre groupe;

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

De Kamer van volksvertegenwoordigers,

A. gelet op de resolutie van het Europese Parlement van 23 oktober 2008 over de herdenking van de Holodomor, de kunstmatig veroorzaakte hongersnood in Oekraïne (1932-1933);

B. gelet op de resolutie van het Europese Parlement van 15 december 2022 over 90 jaar na de Holodomor: de massamoord door uithongering erkennen als genocide (2022/3001(RSP));

C. gelet op het Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden;

D. gelet op het VN-Verdrag inzake de voorkoming en de bestrafing van genocide, de Universele Verklaring van de rechten van de mens en andere mensenrechtenverdragen en -instrumenten van de VN;

E. gelet op de gezamenlijke verklaring tijdens de 58ste plenaire zitting van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties naar aanleiding van de 70ste verjaardag van de Holodomor in Oekraïne;

F. gelet op het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof;

G. gelet op de resolutie van de Verkhovna Rada van Oekraïne van 2003 waarin de opzettelijk veroorzaakte hongersnood als een daad van genocide wordt aange-merkt, de Oekraïense wet van 28 november 2006 over de Holodomor in Oekraïne van 1932-1933, en de oproep van de Verkhovna Rada van Oekraïne van 16 november 2022 aan de parlementen van de wereld met betrekking tot de erkenning van de Holodomor van 1932-1933 als genocide op het Oekraïense volk;

H. overwegende dat het VN-Verdrag inzake de voor-  
komming en de bestrafting van genocide een aantal daden strafbaar stelt die worden gepleegd met het doel om een bepaalde nationale, etnische, raciale of godsdienstige groepering geheel of gedeeltelijk te vernietigen, onder meer: het doden van leden van de groep, het toebrengen van ernstig lichamelijk of geestelijk letsel aan leden van de groep, het opzettelijk aan de groep opleggen van levensomstandigheden die op haar gehele of gedeelte-  
lijke lichamelijke vernietiging gericht zijn, het nemen van maatregelen die tot doel hebben geboorten binnen de groep te voorkomen, en het onder dwang overbrengen van kinderen van de groep naar een andere groep;

I. considérant que la Grande Famine (Holodomor) de 1932 et 1933, qui a coûté la vie à plusieurs millions d'Ukrainiens, da été cyniquement planifiée et cruellement exécutée par le régime soviétique dans le but d'imposer la politique soviétique de collectivisation de l'agriculture, d'opprimer le peuple ukrainien et de réprimer son identité nationale;

J. considérant que le régime soviétique a appliqué des méthodes tout aussi brutales dans d'autres parties de l'Union soviétique, notamment au Kazakhstan, en Biélorussie, dans le Caucase du Nord et ailleurs;

K. considérant que la répression de l'identité ukrainienne s'est également exprimée au travers d'un régime de terreur à l'égard de personnes ayant une identité culturelle ukrainienne;

L. considérant qu'il existe des preuves établissant que le régime soviétique a délibérément confisqué des récoltes de céréales et hermétiquement fermé les frontières pour éviter que des Ukrainiens n'échappent à la famine;

M. considérant que l'Union soviétique a exporté des céréales depuis le territoire de l'Ukraine en 1932 et 1933 alors que la population ukrainienne mourait de faim;

N. considérant que le massacre systématique d'Ukrainiens – principalement – dans les campagnes s'est accompagné, dans de nombreux cas, d'une campagne d'agitation visant à faire des paysans des boucs émissaires et à les tenir responsables de la famine;

O. considérant que l'agression militaire actuelle de la Russie contre l'Ukraine, la destruction de ses infrastructures énergétiques et agricoles, le blocage des exportations ukrainiennes de céréales et le vol par la Russie de millions de tonnes de céréales ont ravivé les craintes d'une famine à grande échelle délibérée, en particulier dans les pays du Sud, qui dépendent de céréales ukrainiennes vendues à un prix abordable;

P. considérant que la communauté internationale n'a jamais procédé à une évaluation juridique ou morale claire des crimes commis par l'Union soviétique;

Q. considérant que le travestissement et la glorification du régime totalitaire soviétique et la renaissance du culte de Staline en Russie ont amené la Russie d'aujourd'hui à devenir un État qui soutient le terrorisme et se livre à des actes terroristes, le menant ainsi à se rendre une nouvelle fois coupable, aujourd'hui, de crimes odieux envers le peuple ukrainien, comme en témoignent les

I. overwegende dat de Holodomor-hongersnood van 1932-1933, waarbij miljoenen Oekraïners om het leven kwamen, op cynische wijze gepland en op wrede wijze uitgevoerd werd door het Sovjetregime om het Sovjetbeleid van collectivisering van de landbouw erdoor te drukken en het Oekraïense volk en zijn nationale identiteit te onderdrukken;

J. overwegende dat het Sovjetregime vergelijkbare wrede methoden ook in andere delen van de Sovjet-Unie, met name Kazachstan, Belarus, de Noord-Kaukasus en elders, heeft toegepast;

K. overwegende dat de onderdrukking van de Oekraïense identiteit ook plaatsvond in de vorm van een regime van terreur tegen personen met de Oekraïense culturele identiteit;

L. overwegende dat uit bewijsmateriaal blijkt dat het Sovjetregime met opzet graanoogsten in beslag nam en de grenzen hermetisch afsloot om te voorkomen dat Oekraïners aan de hongerdood zouden ontsnappen;

M. overwegende dat de Sovjet-Unie in 1932 en 1933 graan uit het grondgebied van Oekraïne exporteerde terwijl de bevolking daar honger leed;

N. overwegende dat het stelselmatig doden van – voornamelijk – bewoners van het platteland in Oekraïne in veel gevallen vergezeld ging van "agitprop", het tot zondebok verklaren van boeren en het verantwoordelijk stellen van deze groep voor de hongersnood;

O. overwegende dat de huidige militaire agressie van Rusland tegen Oekraïne, de vernietiging van zijn energie- en landbouwinfrastructuur, het blokkeren van de export van Oekraïens graan en het feit dat Rusland miljoenen tonnen graan heeft gestolen de vrees voor een grootschalige, opzettelijk veroorzaakte hongersnood, met name in het Globale Zuiden, dat van betaalbaar Oekraïens graan afhankelijk is, nieuw leven heeft ingeblazen;

P. overwegende dat de internationale gemeenschap nooit een duidelijke juridische of morele evaluatie heeft uitgevoerd van de misdaden die door de Sovjets zijn gepleegd;

Q. overwegende dat de verdoezeling en verheerlijking van het totalitaire Sovjetregime en de heropleving van de Stalincult in Rusland ertoe hebben geleid dat het Rusland van nu een staatssponsor van terrorisme is geworden en zich zelf ook schuldig maakt aan terroristische activiteiten, en ertoe hebben geleid dat ook in onze tijd wederom afschuwelijke misdaden tegen het

tentatives de la Russie de priver le peuple ukrainien de ses lignes d'approvisionnement alimentaire et de le faire mourir de froid en procédant à la destruction ciblée des infrastructures énergétiques civiles durant les mois d'hiver;

R. considérant qu'en décembre 2022, la Grande Famine (Holodomor) a été reconnue comme constituant un génocide par les parlements ou d'autres institutions représentatives officielles de plus de vingt pays;

S. considérant que les années 2022 et 2023 marquent le 90<sup>e</sup> anniversaire de la Grande Famine (Holodomor);

1. RECONNAÎT la famine expressément provoquée par le régime soviétique en Ukraine en 1932-1933, l'Holodomor, comme un génocide contre le peuple ukrainien dès lors que cet acte a été commis dans le but d'anéantir un groupe de personnes en créant délibérément des conditions de vie aboutissant à leur destruction physique;

2. COMMÉMORE toutes les victimes de l'Holodomor et se déclare solidaire avec le peuple ukrainien, qui a souffert de cette tragédie, en particulier avec les survivants de l'Holodomor et leur famille, et rend hommage aux personnes décédées des suites de ces crimes du régime totalitaire soviétique;

3. CONDAMNE fermement ces actes génocidaires du régime totalitaire soviétique ayant entraîné la mort de plusieurs millions d'Ukrainiens et gravement porté atteinte aux fondements de la société ukrainienne;

4. CONDAMNE la manipulation actuelle de la mémoire historique par le régime russe dans le but d'assurer sa propre survie;

5. DEMANDE À TOUS LES ÉTATS qui ont émergé de l'effondrement de l'Union soviétique d'ouvrir leurs archives relatives à la famine artificiellement causée en Ukraine en 1932 et 1933, et d'aider les chercheurs et les organisations de la société civile à documenter la répression politique et les crimes totalitaires en Union soviétique, à les étudier et à diffuser des informations à leur sujet afin d'aboutir à une estimation complète, historique et juridique des crimes du régime soviétique, ce qui est de la plus haute importance pour l'établissement d'une conscience et d'une mémoire historique européenne commune et, par conséquent, pour le renforcement de

Oekraïense volk worden gepleegd, zoals de pogingen van Rusland om de Oekraïense bevolking af te sluiten van hun voedselvoorzieningen en om de bevolking van Oekraïne dood te laten vriezen door de gerichte vernietiging van de civiele energie-infrastructuur van Oekraïne gedurende de wintermaanden;

R. overwegende dat de Holodomor in december 2022 door de parlementen of andere representatieve instellingen op staatsniveau van meer dan twintig landen erkend is als genocide;

S. overwegende dat het in 2022 en 2023 negentig jaar geleden is dat de Holodomor heeft plaatsgevonden;

1. ERKENT de Holodomor, de door het Sovjetregime opzettelijk veroorzaakte hongersnood in Oekraïne in 1932-1933, als genocide op de bevolking van Oekraïne, aangezien deze werd gepleegd met als doel een groep mensen weg te vagen door welbewust levensomstandigheden te creëren die tot hun fysieke vernietiging zouden leiden;

2. HERDENKT alle slachtoffers van de Holodomor en verklaart zich solidair met het Oekraïense volk dat onder deze tragedie heeft geleden, met name met de nog levende overlevenden van de Holodomor en hun families, en betuigt zijn respect aan degenen die zijn overleden als gevolg van deze misdrijven van het totalitaire Sovjetregime;

3. VEROORDEELT ten stelligste deze genocidale daden van het totalitaire Sovjetregime, die hebben geleid tot de dood van miljoenen Oekraïners en ernstige schade hebben toegebracht aan de fundamenten van de Oekraïense samenleving;

4. VEROORDEELT de huidige manipulatie van de historische nagedachtenis door het Russische regime met als doel het verzekeren van zijn eigen voortbestaan;

5. VERZOEKT ALLE LANDEN die na het uiteenvallen van de Sovjet-Unie zijn ontstaan hun archieven over de kunstmatig veroorzaakte hongersnood van 1932-1933 in Oekraïne open te stellen en om onderzoekers en maatschappelijke organisaties te helpen bij het documenteren, onderzoeken en geven van voorlichting over politieke onderdrukking en totalitaire misdrijven in de Sovjet-Unie om zo een alomvattende, historische en juridische beoordeling van de misdaden van het Sovjetregime te verkrijgen, wat van het grootste belang is voor het tot stand brengen van een gemeenschappelijk Europees historisch besef en herinnering, en derhalve voor het

la résilience de nos sociétés face aux menaces actuelles pour la démocratie;

6. REGRETTE que la 90<sup>e</sup> commémoration de l'Holodomor ait lieu au moment où la Russie poursuit sa guerre d'agression contre l'Ukraine, viole sa souveraineté et son intégrité territoriale, et cherche à faire disparaître l'Ukraine en tant qu'État-nation et à détruire l'identité et la culture de sa population;

7. DÉNONCE que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a provoqué une crise alimentaire mondiale, la Russie détruisant et pillant les réserves de céréales de l'Ukraine et continuant à entraver les exportations ukrainiennes de céréales vers les pays qui en ont le plus besoin.

21 décembre 2022

vergroten van de weerbaarheid van onze samenlevingen tegen de huidige bedreigingen voor de democratie;

6. BETREURT het feit dat de negentigste herdenking van de Holodomor plaatsvindt terwijl Rusland zijn aanvalsoorlog tegen Oekraïne voortzet, de soevereiniteit en territoriale integriteit van dat land schendt, en Oekraïne als natiestaat tracht te liquideren en de identiteit en cultuur van zijn bevolking te vernietigen;

7. HEKELT het feit dat de Russische aanvalsoorlog tegen Oekraïne een wereldwijde voedselcrisis heeft veroorzaakt, waarbij Rusland de graanvoorraad van Oekraïne vernietigt en plundert en het voor Oekraïne moeilijk blijft maken om graan uit te voeren naar de meest behoeftige landen.

21 december 2022

Els Van Hoof (cd&v)